

Recensement des évacuations forcées de lieux de vie occupés par des Roms étrangers en France

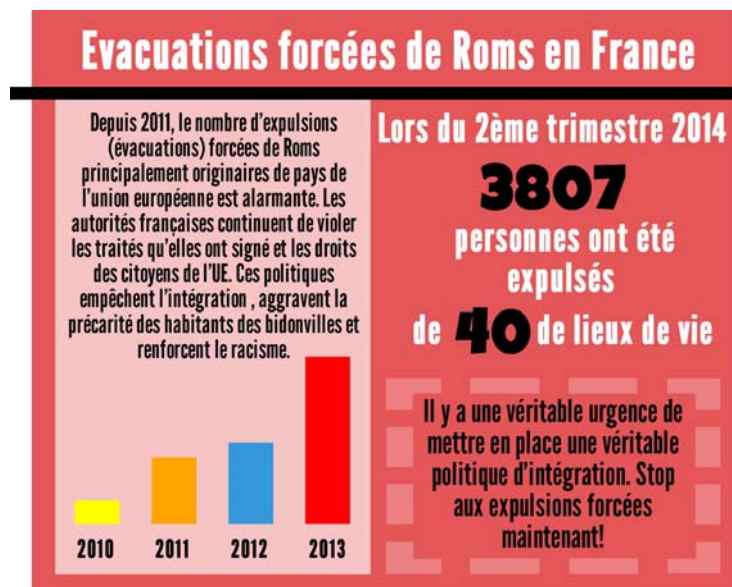
(Deuxième trimestre 2014)

1. Résumé

Il est urgent d'arrêter ces évacuations forcées !

Ces évacuations sont inutiles et coûteuses. Elles sont nocives car elles détruisent tous les efforts d'insertion réalisés par ces personnes vivant dans la plus grande des précarités. Elles ne respectent pas le droit de ces personnes, pour la plupart des citoyens de l'Union européenne. Elles continuent de violer les traités signés par la France et les droits de citoyens européens. Cette politique inefficace contribue à maintenir ces populations dans la misère et participe à une montée larvée d'un racisme à leur encontre. Les violences peuvent être brutales comme le montre le lynchage subi par un jeune Rom le 13 juin 2014 à Pierrefitte-sur-Seine.

En effet, depuis le 1^{er} avril 2014, 3 807 personnes se sont faites évacuées de force de 40 lieux de vie, 3 756 par les autorités lors de 38 évacuations et 51 suite à un incendie à deux occasions. Ces chiffres restent très élevés tout comme lors des années précédentes puisque nous avons recensé 5 762 personnes évacuées de force par les autorités de leurs lieux de vie au deuxième trimestre 2013 et 1 039 en 2012.



Il y eut 28 évacuations forcées faisant suite à une assignation par les propriétaires des terrains ou des squats devant les tribunaux, 8 faisant suite à un arrêté d'insalubrité ou de péril pris par la mairie ou le préfet et deux abandons de bidonvilles par les personnes elles-mêmes, sous la menace d'une évacuation forcée imminente.

Ces évacuations devraient être accompagnées de relogement et de soutien social, comme ceci est préconisé dans la circulaire du 26 août 2012. Elles ne le sont pas, même si dans la pratique une solution d'hébergement temporaire est offerte à quelques familles selon des critères peu clairs. Il devient impossible dans ces conditions de mener une quelconque politique d'insertion car c'est une politique de rejet qui est mise en place. On mesure ainsi le piège que représente cette circulaire car tout en la respectant sur son volet répressif (les évacuations sont devenues la réponse automatique des autorités), on ne fait pratiquement rien sur son volet concernant l'insertion.

On voit que la circulaire du 26 août 2012 mène à une impasse.

On ne peut mener de front une politique systématique d'évacuations forcées et une politique d'insertion sérieuse et pérenne.

La première des priorités et l'urgence est l'arrêt des évacuations forcées des bidonvilles.

Comme, à court terme, il est de fait impossible d'offrir des solutions de relogement à l'ensemble de la population concernée, il faudra donc veiller à la stabiliser en viabilisant et en assainissant les lieux de vie occupés : ceci ne correspond d'ailleurs qu'aux obligations légales des collectivités.

Dans l'hypothèse où la population se stabilise dans ces lieux de vie, on pourra mettre en place les différents soutiens d'insertion et éradiquer les bidonvilles dans un deuxième temps.

Remarque :

Ce recensement est le fruit d'un travail commun entre la Ligue des droits de l'Homme (LDH) et l'European Roma Rights Centre (ERRC). Sans avoir la prétention à l'exhaustivité de la situation étant donné le manque de données officielles disponibles, ce recensement voudrait cependant en être l'expression la plus objective possible.

2. Résultats observés

Durant le deuxième trimestre 2014, 3 807 personnes furent obligées de quitter leurs lieux de vie (3 756 suite à une évacuation forcée par les autorités et 51 suite à un incendie).

Les évacuations ont concerné 40 sites. Une solution partielle de relogement aurait été proposée 18 fois.

Il y eut 28 évacuations forcées faisant suite à une décision d'un tribunal, 8 faisant suite à un arrêté d'insalubrité ou de péril pris par la Mairie ou le Préfet et 2 abandons des bidonvilles par les personnes elles-mêmes.

L'analyse des résultats montre que quatre régions de France ont été les principaux témoins d'évacuations forcées depuis le début de l'année totalisant 96 % des évacuations : Ile-de-France (70 %), Rhône-Alpes (13 %), Provence-Alpes-Côte D'azur (9 %), et Nord-Pas-de-Calais (4 %).

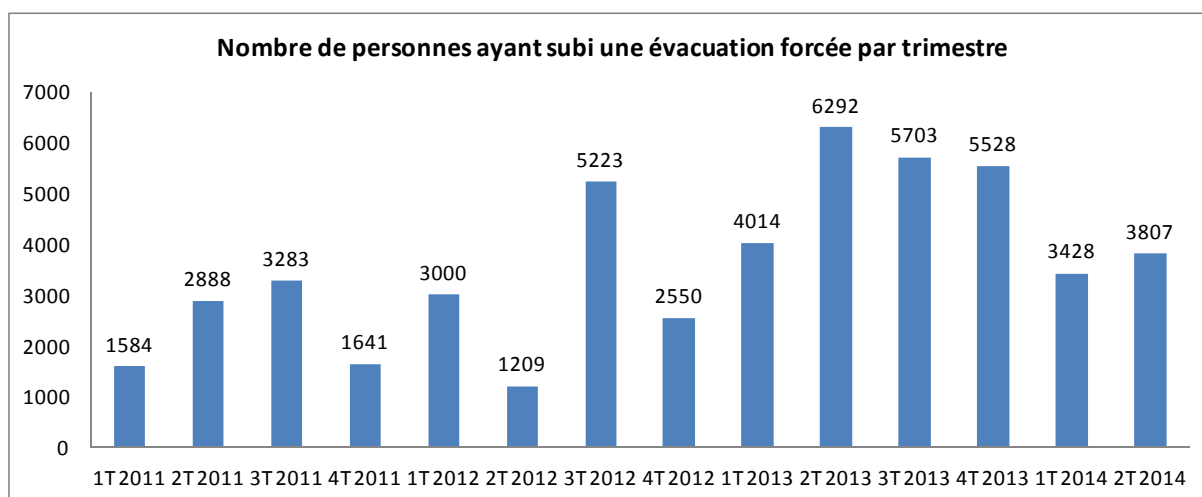
Les solutions de relogement restent dérisoires dans la pratique même si, dans ce rapport, elles sont comptabilisées quand elles sont faites. Les évacuations continuent de provoquer des ruptures violentes de scolarité, d'accompagnement et de soins médicaux, de recherche d'emploi. Tout effort d'insertion se retrouve réduit à néant.

On continue à observer que les évacuations forcées s'accompagnent souvent d'une distribution d'obligation de quitter le territoire français (OQTF).

3. Evolutions par rapport aux périodes précédentes

Les tableaux suivants détaillent les différents nombres recensés et leurs évolutions.

Cette analyse montre que le nombre de personnes évacuées durant le deuxième trimestre de l'année 2014 reste à un niveau élevé.



	nbr d'évac. par les autorités	nombre d'incendies	nbr de lieux évacués	Solutions partielles de relogement	Evacués par les autorités	Evacués suite aux incendies ou autres	Nbr de personnes
1T 2013	29	10	39	16	3007	1007	4014
2T 2013	38	4	42	17	5762	530	6292
3T 2013	57	5	62	29	5203	500	5703
4T 2013	41	3	44	12	5408	120	5528
Grand Total	165	22	187	74	19380	2157	21537
1T2014	27	9	36	17	2904	524	3428
2T2014	38	2	40	18	3756	51	3807
Grand Total	65	11	76	35	6660	575	7235

Note : Ces estimations **n'incluent pas** les éloignements du territoire suite à une décision administrative, ni les rapatriements par charter de l'OFII (pour information, en dehors des rapatriements personnels, au moins 446 personnes ont été rapatriées en groupe lors de 4 charters en 2013).

4. Harcèlements, rejets, mises en péril, menaces

La liste ci-dessous n'est pas exhaustive et ne donne que quelques exemples des faits de violence.

Durant le deuxième trimestre 2014 :

- le rapport¹ de la Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDDH), remis le 1^{er} avril 2014 au Premier ministre, dénonce un racisme « *brutal et biologisant* » en France et s'alarme de la montée du racisme anti-Rom ;

¹ *La lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie, Année 2013*, avril 2014, CNCDDH

- une étude du centre de recherche américain, « Pew research center », montre qu'en Europe le rejet des Roms est nettement plus élevé que celui des musulmans et des juifs. En France, deux sondés sur trois ont des opinions défavorables sur les Roms selon ce sondage² ;
- un rapport³ d'Amnesty International, paru le 8 avril 2014, dénonce les violences policières subies par les Roms en France et l'échec des institutions européennes à défendre les droits de ses citoyens ;
- une note⁴ interne de la police parisienne est découverte le 5 mai : elle demande aux policiers du 6^e arrondissement de Paris de « recenser les familles roms vivant dans la rue et de les évincer systématiquement ». Interrogé à ce propos, le porte-parole du gouvernement, Stéphane Le Foll a affirmé : « Il faut chercher à les faire retourner d'où ils viennent, en Roumanie ou en Bulgarie. » ;
- harcèlement policier : trois membres des forces de l'ordre enlèvent le matelas d'une famille rom vivant dans la rue à Paris. Ces faits⁵ ont été filmés le 2 avril 2014 ;
- un jeune homme de 16 ans est lynché et abandonné, entre la vie et la mort, au bord de la route nationale 1, à Pierrefitte-sur-Seine, le 13 juin 2014. « Selon les enquêteurs de la police judiciaire, c'est à la suite d'une nouvelle tentative de cambriolage que des habitants du quartier auraient décidé de régler l'affaire eux-mêmes »⁶.

5. Résultats détaillés pour le deuxième trimestre 2014

Evacuations forcées de Roms étrangers occupant des lieux de vie en France (année 2014)																
Adresse ou lieu-dit	Commune(s)	Dpt	Région	Date	Trim	Nombre total de personnes évacuées	Expulsés pour cause				Présence OFII ou PAF (1=oui)	Sol. de relog. (1=partielle)	Arrêté Préfet / Maire / 48h flagrante	Motif		Source/Réaction
							Nbr de personnes évacuées par les autorités	nbr	Nbr de personnes évacuées suite à incendies ou autres	nbr				jugement TGI ou TA	seuls sous pression	
Rue de l'Ancienne-Sablère	Vigneux-sur-Seine	Essonne	Ile-de-France	09-av	2T2014	40	40	1					1			Le Parisien 10 avril
Av Fond de Vaux	St Ouen l'Aumône	Val d'Oise	Ile-de-France	18-av	2T2014	8			8	1						Le Parisien 19 avril
Bvd de Tournai	Lezennes	Nord	Nord-Pas-de-Calais	22-av	2T2014	70	70	1			1			1		La Voix du Nord 22 avril
Rue du Caire	Roubaix	Nord	Nord-Pas-de-Calais	22-av	2T2014	20	20	1				1				La Voix du Nord 22 avril
Bvd du Mercantour	Nice	Alpes-Maritimes	PACA	23-av	2T2014	80	80	1						1		FR3 23 avril
Porte de Paris	Saint-Denis	Seine-Saint-Denis	Ile-de-France	24-av	2T2014	150	150	1								Le Parisien
Av de la Cour-de-France	Juvisy-sur-Orge	Essonne	Ile-de-France	24-av	2T2014	50	50	1			1					Le Parisien 25 avril
Site société SNR	Anancy	Haute-Savoie	Rhône-Alpes	25-av	2T2014	50	50	1			1					Tribune de Genève 25 av
Campement de la Digue	Cran-Gevrier	Haute-Savoie	Rhône-Alpes	25-av	2T2014	75	75	1			1					Tribune de Genève 25 av
Près de la déchèterie	Cran-Gevrier	Haute-Savoie	Rhône-Alpes	25-av	2T2014	75	75	1			1					Tribune de Genève 25 av
Plateau des Couleures	Valence	Drôme	Rhône-Alpes	25-av	2T2014	30	30	1				1				France Bleu 25 avril
site agroalimentaire	Bègles	Gironde	Aquitaine	29-av	2T2014	60	60	1				1				FR3 29 avril
120 av Sid-Brahim	Grasse	Alpes-Maritimes	PACA	30-av	2T2014	25	25	1				1				Nicematin 30 avril
Rue de Lille	Roncq	Nord	Nord-Pas-de-Calais	06-mai	2T2014	50	50	1				1				La Voix du Nord 6 mai
Boulevard Jean Moulin	Le Cannet	Alpes-Maritimes	PACA	06-mai	2T2014	15	15	1						1		FR3 6 mai
Collège Lucie-Aubrac	Tourcoing	Nord	Nord-Pas-de-Calais	07-mai	2T2014	40	40	1				1				Nord Eclair 7 mai
Rue Gustave Roussy	Le Blanc Mesnil	Seine-Saint-Denis	Ile-de-France	12-mai	2T2014	700	700	1								Libération 12 mai
Euralille	Lille	Nord	Nord-Pas-de-Calais	13-mai	2T2014	40	40	1				1				La Voix du Nord 14 mai
Rue de la Cruppe	Villeneuve d'Ascq	Nord	Nord-Pas-de-Calais	18-mai	2T2014	43			43	1		1				La Voix du Nord 19 mai
Sente de Montfort	La Courneuve	Seine-Saint-Denis	Ile-de-France	19-mai	2T2014	140	140	1						1		ERRC
95 rue Emile Zola	Corbeil-Essonne	Essonne	Ile-de-France	20-mai	2T2014	40	40	1			1				1	ASEFRR
Im. Féd Franç. Du Batiment	Corbeil-Essonne	Essonne	Ile-de-France	22-mai	2T2014	6	6	1								Le Parisien 22 mai
Valence Sud	Valence	Drôme	Rhône-Alpes	26-mai	2T2014	10	10	1						1	1	Le Dauphiné 27 mai
Av Strathkelvin	Corbeil-Essonne	Essonne	Ile-de-France	27-mai	2T2014	120	120	1			1	1				ASEFRR
Av Strathkelvin	Corbeil-Essonne	Essonne	Ile-de-France	27-mai	2T2014	25	25	1			1	1				ASEFRR
Quai de l'Apport	Corbeil-Essonne	Essonne	Ile-de-France	27-mai	2T2014	10	10	1								ASEFRR
National 7	Corbeil-Essonne	Essonne	Ile-de-France	27-mai	2T2014	170	170	1			1					ASEFRR
Bvd Pinel Hopital Desgenettes	Lyon	Rhône	Rhône-Alpes	27-mai	2T2014	100	100	1								mLyon 27 mai
Quais de Seine	Bezons	Val d'Oise	Ile-de-France	27-mai	2T2014	250	250	1								Le Parisien 27 mai
27 rue Bernard et Mazoyer	Aubervilliers	Seine-Saint-Denis	Ile-de-France	27-mai	2T2014	135	135	1								CP Mairie Aub. 27 mai
Usine Galland	Villebon/Yvette	Essonne	Ile-de-France	02-juin	2T2014	200	200	1			1					RTL 2 juin
Ferme de Varâtre	Lieusaint	Seine-et-Marne	Ile-de-France	02-juin	2T2014	120	120	1								Le Parisien 2 juin
Terrain dit de "Mc Donalds"	La Courneuve	Seine-Saint-Denis	Ile-de-France	03-juin	2T2014	80	80	1								ERRC
La Loubière	Toulon	Var	PACA	05-juin	2T2014	20	20	1								LDH Toulon
N19	Limeil-Brévannes	Val de Marne	Ile-de-France	12-juin	2T2014	80	80	1								Le Parisien 12 juin
Quartier des Poètes	Pierrefitte	Seine-Saint-Denis	Ile-de-France	17-juin	2T2014	200	200	1							1	Huffingtonpost 17 juin
Rue du Général de Gaulle	Ablon-sue-Seine	Val-de-Marne	Ile-de-France	17-juin	2T2014	20	20	1			1					Le Parisien 17 juin
La Parette 12ème arrond.	Marseille	Bouches-du-Rhône	PACA	18-juin	2T2014	400	400	1			1					FR3 18 juin
Site Altea	Juigny	Haute-Savoie	Rhône-Alpes	20-juin	2T2014	40	40	1								Librinfo74 20 juin
terrain	Cranves-Sales	Haute-Savoie	Rhône-Alpes	20-juin	2T2014	20	20	1			1					Librinfo74 20 juin
2ème trimestre 2014						3807	3756	38	51	2	0	18	8	28	2	

² « A fragile rebound for EU image on eve of European parliament elections, Chapter 4, Views of Roma, Muslims, Jews », 12 mai 2014, Pew research center.

³ « "Nous réclamons justice", l'Europe doit protéger davantage les roms contre les violences racistes », 8 avril 2014, Amnesty International.

⁴ « Une note révèle des pratiques discriminatoires des policiers », 15 avril 2014, C. Fouteau, *Mediapart*.

⁵ « Video shows French police "stealing" a Roma's family mattress », 7 mai 2014, C. Fouteau, *Mediapart*.

⁶ « Lynchage d'un jeune Rom : non à l'indifférence », 18 juin 2014, Éditorial, *Le Monde*.

6. Résultats détaillés pour le premier trimestre 2014

Adresse ou lieu-dit	Commune(s)	Dpt	Région	Date	Trim	Nbr total de personnes évacuées	Nbr de personnes évacuées par les autorités	nbr	Nbr de personnes évacuées suite à incendies ou autres	nbr	Présence OFII ou PAF (1=oui)	Sol. de relog. (1=partielle)	Arrêté Préfet / Maire / 48h flagrante	Jugement TGI ou TA	seuls sous pression	Source/Réaction
squat La Métare	St Etienne	Loire	Rhône-Alpes	03-janv	1T2014	133	133	1				1				France Bleu 3 janvier
centre commercial Belle-Epine	Thiais	Val-de-Marne	Ile-de-France	09-janv	1T2014	70	70	1					1			Le Parisien 9 janvier
Déchétène	Perpignan	Pyénées-Orientales	Languedoc-Roussillon	09-janv	1T2014	20	20	1					1			France Bleu 10 janvier
Avenue Roger Salengro	La Coumeuve	Seine-St-Denis	Ile-de-France	15-janv	1T2014	200	200	1				1		1		Aulnaylibre 16 janvier
Rue de la Mulatière	St Etienne	Loire	Rhône-Alpes	21-janv	1T2014	78	78	1						1		Le Progrès 22 janvier
Rue Dr Schinazy - Bacalan	Bordeaux	Gironde	Aquitaine	21-janv	1T2014	70	70	1				1		1		Sudouest 22 janvier
N19 et N406	Bonneuil-sur-Marne	Val-de-Marne	Ile-de-France	28-janv	1T2014	600	600	1				1		1		Le Parisien 28 janvier
Hôpital musulman	La Coumeuve	Seine-St-Denis	Ile-de-France	29-janv	1T2014	20	20	1						1		Romeurope
34 rue Primat	Villeurbane	Rhône	Rhône-Alpes	04-févr	1T2014	130	130	1						1		Rue89 Lyon 4 février
Route d'Eragny	Saint Ouen	Val d'Oise	Ile-de-France	06-févr	1T2014	30	30	1					1			Romeurope
Route de Caissargues	Nîmes	Gard	Languedoc-Roussillon	06-févr	1T2014	32	32	1						1		Midi Libre 7 février
Rue des écoles	Chavigny	Meurthe-et-Moselle	Lorraine	07-févr	1T2014	20			20	1						Est Républicain 7 février
Rue de Charigney	Besancon	Doubs	Franche-Comté	10-févr	1T2014	10			10	1						Est Républicain 11 février
Porte Aubervilliers n°1	Paris	Paris	Ile-de-France	12-févr	1T2014	40	40	1				1		1		LDH 12 février
Porte Aubervilliers Abeille	Paris	Paris	Ile-de-France	12-févr	1T2014	200	200	1						1		LDH 12 février
Coquetiers	Bobigny	Seine-St-Denis	Ile-de-France	12-févr	1T2014	50			50	1		1				Le Monde 12 février
Avenue Jean Mermoz	La Coumeuve	Seine-St-Denis	Ile-de-France	13-févr	1T2014	200	200	1						1		MDM mission bidonvilles
D110	Limel-Brévannes	Val-de-Marne	Ile-de-France	13-févr	1T2014	100	100	1				1		1		Le Parisien 13 février
Av du Cap Pinède	Marseille	Bouches-du-Rhône	PACA	16-févr	1T2014	45			45	1						Metronews 16 février
Rue Marcel Paul	Le Blanc Mesnil	Seine-St-Denis	Ile-de-France	18-févr	1T2014	150	150	1						1		ERRC 20 février
Madraque ville	Marseille	Bouches-du-Rhône	PACA	19-févr	1T2014	50			50	1						La Provence 19 février
Vélodrome	Montigny-le-Bretonneux	Yvelines	Ile-de-France	20-févr	1T2014	21	21	1				1		1		lesnouvelles.fr 20 février
Rue Pasteur	Wattignies	Nord	Nord-Pas-de-Calais	21-févr	1T2014	35	35	1						1		Romeurope
Av Jean Jaures	La Coumeuve	Seine-St-Denis	Ile-de-France	26-févr	1T2014	30	30	1						1		ERRC 27 février
Route de Bédarioux	Béziers	Hérault	Languedoc-Roussillon	03-mars	1T2014	12	12	1						1		midi Libre 4 mars
Boulevard Sampaix	St-Fons	Rhône	Rhône-Alpes	05-mars	1T2014	133	133	1				1				RTL 5 mars
entreprise Everite	Dammaries-lès-Lys	Seine-et-Marne	Ile-de-France	12-mars	1T2014	117	117	1							1	La République 12 mars
Porte des Poissonniers	Paris	Paris	Ile-de-France	13-mars	1T2014	111	111	1				1		1		Metronews 13 mars
Cité Descartes	Champs-sur-Mame	Seine-et-Mame	Ile-de-France	13-mars	1T2014	300	300	1				1		1		Le Parisien 13 mars
Route de Corbeil à Montgeron	Montgeron	Essonne	Ile-de-France	17-mars	1T2014	250			250	1		1				Le Parisien 17 mars
Gymnase Gérard Philippe	Fontaine	Isère	Rhône-Alpes	20-mars	1T2014	30			30	1		1				FR3 20 mars
Cité Descartes 2	Champs-sur-Mame	Seine-et-Mame	Ile-de-France	21-mars	1T2014	25	25	1				1				CS Val Maubuée
Rue du Colonel de Catellau	Lons-le-Saunier	Jura	Franche-Comté	26-mars	1T2014	7	7	1				1		1		Le Progrès 27 mars
Av Cheldebien	Perpignan	Pyénées-Orientales	Languedoc-Roussillon	26-mars	1T2014	14			14	1		1				FR3 27 mars
Rue Antoine Polotti	Grenoble	Isère	Rhône-Alpes	28-mars	1T2014	55			55	1		1				FR3 28 mars
Grand port maritime	Ambares	Gironde	Aquitaine	31-mars	1T2014	40	40	1						1		Sudouest 31 mars
1er trimestre 2014						3428	2904	27	524	9	0	17	3	22	1	

Annexe 1

1. Description des données prises en compte dans l'étude

L'étude a recensé la dénomination du lieu de vie, la commune, le nombre de personnes expulsées, les causes de l'évacuation forcée, le nombre d'obligations de quitter le territoire français (OQTF) distribuées (quand il est connu), la présence simultanée de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII) avec les forces de l'ordre (quand il est signalé), les expulsions collectives du territoire, les propositions de relogement, les bases légales de l'évacuation (procédure d'expulsion initiée par le propriétaire du lieu de vie ou arrêté pris par le maire ou le préfet) ainsi que les sources de l'information dans chacun des cas.

Chaque évacuation ou expulsion est caractérisée de la manière la plus complète et seules les informations vérifiables obtenues de sources fiables, mentionnées ci-dessous, sont comptabilisées.

2. Définitions

Le vocabulaire doit être précisé : un terrain est évacué et une personne expulsée. En droit, on parle d'évacuation d'un terrain, d'un bâtiment lorsque la mesure vise le lieu, et d'expulsion lorsque la mesure vise la ou les personnes. D'autre part, le terme « lieu de vie » désigne l'endroit où vivent les personnes, cet endroit pouvant être un bidonville, un squat, un hangar désaffecté... ou une caravane en état ou non de marche. La dénomination du lieu de vie est celle de l'endroit mentionné dans la source, par exemple « le Hanul ». L'adresse est évidemment notée quand c'est possible.

La commune est celle sur laquelle le lieu de vie existe. Les cas sont fréquents où le lieu de vie chevauche plusieurs communes, par exemple Noisy-le-Grand/Bry-sur-Marne. Ces cas prêtent souvent à confusion : plusieurs rapports d'apparence différente concernent en fait le même lieu de vie. Une attention particulière a été portée à ce point afin de garantir l'information.

La date est celle du jour où a eu lieu l'évacuation forcée.

Le nombre de personnes est celui mentionné dans la source.

L'expulsion forcée peut résulter d'un arrêté d'expulsion pour occupation illégale ou insalubrité du lieu de vie, ou d'un accident (incendie). Plusieurs causes peuvent se cumuler. Par exemple, à Massy (Essonne) en 2010, il y eut : distributions d'OQTF, incendie, arrêté d'expulsion, enfermement, retours ARH et retours forcés, et destruction de ce qui restait du lieu de vie par les autorités communales.

Quand des propositions de relogements sont mentionnées dans la source, elles figurent au tableau. Elles sont généralement partielles car, dans la majorité des cas, elles séparent les familles et sont destinées uniquement aux femmes accompagnées d'enfants en bas âge dans un hébergement d'urgence pour quelques jours. Pour cette raison, elles sont très souvent refusées par les personnes concernées.

L'origine des décisions justifiant les évacuations est comptabilisée. Elles peuvent être prises par un Tribunal (d'instance, de grande instance, administratif, une cour d'appel), ou suite à un arrêté d'insalubrité ou de péril pris par une Mairie ou un Préfet. Le nombre de départ ne faisant pas suite à l'usage de la force est aussi recensé. Ces départs font généralement suite à un harcèlement et des menaces policières.

La source est l'origine de l'information. Le même événement peut être décrit dans plusieurs sources. Chaque source est référencée. Seules les plus fiables et les plus précises ont été retenues : articles de presse et média, communiqués de presse, témoignages directs diffusés ou transmis par une ONG.